

Points du discours du Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf
Conférence de presse sur les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020*
Siège de l'OCDE, Paris, 17 juin 2011

Mesdames et Messieurs les représentants de la presse,

Chers collègues et amis,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec le plus grand plaisir que je suis parmi vous, aujourd'hui, pour le lancement de la nouvelle édition de *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*. Je tiens à remercier mon ami, Monsieur Angel Gurria, Secrétaire général de l'OCDE, de son aimable invitation à présenter ensemble, cette année encore, le rapport et pour votre présence, Mesdames et Messieurs les représentants des médias.

- Voilà sept ans que nous élaborons conjointement cette publication, ce qui contribue beaucoup à dégager un consensus sur les nouveaux problèmes que connaît l'économie agricole et alimentaire mondiale. Cette expérience est enrichissante aussi bien pour nos deux organisations que pour leurs Membres qui bénéficient de notre partenariat.
- Grâce à nos travaux conjoints sur l'instabilité des prix, déjà traitée dans l'édition de 2010, nous avons mis au point, en coordination avec d'autres institutions internationales, un document qui sera examiné la semaine prochaine par les ministres de l'agriculture du G20, dans le cadre du processus menant au Sommet qui se tiendra à Cannes, en novembre 2011.
- L'indice FAO des prix des aliments a récemment dépassé son précédent record historique, atteint en 2008. En mai 2011, il était de 232 points – soit 38 % – plus élevé qu'en juin 2010. Les prix du maïs, en particulier, viennent d'atteindre des niveaux records, bien supérieurs à 300 USD la tonne. Les prix des denrées alimentaires, après ajustement pour tenir compte de l'inflation globale des prix, ont doublé en dix ans. Cette hausse a un impact considérable sur les populations démunies. Elle aggrave la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les conséquences sont plus lourdes encore pour les pays à faible revenu importateurs nets de denrées alimentaires, dont la facture d'importations alimentaires est, cette année, de l'ordre de 210 milliards d'USD contre 165,5 milliards l'année dernière.

- La nouvelle édition des *Perspectives* prévoit une baisse possible des prix réels, qui resteraient néanmoins de 20 % plus élevés qu'il y a dix ans, en moyenne, pour certaines céréales comme le maïs, voire de 30 % pour la viande de volaille.
- Comme l'a fait observer mon cher ami, Angel Gurria, les prix élevés présentent malgré tout l'avantage de stimuler les investissements publics et privés dans l'agriculture, qui ont tant fait défaut depuis de nombreuses années. Mais l'instabilité qui accompagne la hausse des prix est un facteur d'incertitude pour les investissements et qui limite la réactivité potentielle de l'offre.
- Le rapport met en avant trois facteurs clés de la hausse des prix: les pressions de la demande mondiale de denrées alimentaires pour satisfaire la consommation humaine et animale ainsi que celle de matières premières pour la production de biocarburants, la hausse des coûts de production, notamment celle des intrants, et enfin le ralentissement de la croissance de la productivité.
- C'est dans les pays en développement que la demande d'aliments pour la consommation humaine et animale est et restera la plus importante, essentiellement en raison de la rapidité de la croissance démographique et de l'accroissement des revenus. C'est ainsi que la quasi-totalité de l'augmentation de la demande alimentaire de riz d'ici à 2020 – soit 67 millions de tonnes – sera le fait des pays en développement. Pour les autres produits, cette proportion est d'environ 80 %.
- La demande de matières premières pour la production de biocarburants continue de croître rapidement du fait de certaines politiques des pays développés. La production mondiale d'éthanol devrait passer de 99 milliards de litres en 2010 à 155 milliards en 2020; celle de biodiesel, de 20 à 42 milliards de litres. Les prix des produits énergétiques et ceux des denrées alimentaires étant de plus en plus corrélés (avec un coefficient de corrélation actuel de 0,8), l'instabilité du secteur énergétique va se répercuter davantage sur l'agriculture.
- Entre 2010 et 2020, la production mondiale de blé devrait progresser d'environ 93 millions de tonnes pour atteindre 746 millions de tonnes; celle de céréales secondaires, de 206 millions de tonnes, pour s'établir à 1 321 millions de tonnes; et celle de riz, de 62 millions de tonnes, se situant à 528 millions de tonnes. La production mondiale d'oléagineux pourrait augmenter de plus de 73 millions de tonnes pour atteindre 507 millions de tonnes.

- Alors que l'augmentation de la population mondiale sera en moyenne de 1 %, la croissance de la production agricole mondiale devrait être en moyenne de 1,7 % par an: avec une moyenne de plus de 2 % dans les pays en développement et moins de 1 % dans les pays développés sur la période 2011-2020.
- En Afrique subsaharienne, la région où la proportion de personnes souffrant de la faim est la plus élevée dans le monde avec un taux de 27 %, la production vivrière devrait augmenter de 2,7 % par an, mais la balance commerciale nette pour les produits alimentaires devrait continuer de se dégrader sous l'effet d'une demande accrue, tenant essentiellement à une croissance démographique de 2,3 %.
- Le rapport évoque par ailleurs le ralentissement de la croissance de la productivité. Les rendements céréaliers mondiaux augmentaient à un rythme de 3,5 % l'an dans les années 1960, alors que cette croissance n'était plus que de 1,5 % dans les années 2000. Et pour la décennie à venir, elle ne devrait pas dépasser 0,9 % par an.
- Dans le contexte actuel, l'instabilité des prix pourrait demeurer une constante des marchés agricoles, si on ne met pas en place des politiques cohérentes visant à la fois à la réduire et à limiter ses incidences négatives. Mais la véritable solution à ce problème, c'est la stimulation des investissements dans l'agriculture et le développement rural des pays en développement. C'est là que vivent aujourd'hui 98 % des personnes souffrant de la faim, et ils connaîtront une croissance démographique de 47 % au cours des prochaines décennies. L'accent doit donc être mis en particulier sur les petits producteurs des pays à faible revenu et à déficit vivrier, qui contribuent jusqu'à 80 % de la consommation alimentaire dans ces pays. En outre, il faut améliorer considérablement le système d'information afin de garantir la crédibilité et l'actualité des données, mais également la transparence des marchés mondiaux.

Monsieur Gurria, nous pouvons être fiers des travaux fructueux que nos deux organisations ont menés ensemble, non seulement dans la réalisation de la publication qui nous réunit aujourd'hui, mais aussi dans la résolution des problèmes de politique agricole importants et urgents auxquels nos Membres sont actuellement confrontés .

Je vous remercie de votre aimable attention.